

Transports et du ministre des Transports, le premier ministre pourrait-il se concerter avec le ministre des Finances, le ministre des Communications et le ministre des Transports afin de déterminer qui est responsable en l'occurrence et si on va faire quelque chose?

DEMANDE DE REJET DE POLITIQUE DE RESTRICTION MONÉTAIRE ET DE CONVOCATION DE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE AU SUJET DU BLOCAGE DES PRIX

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question supplémentaire au premier ministre. A la suite des avertissements que lance le gouverneur de la Banque du Canada dans son rapport, le premier ministre peut-il assurer à la Chambre que le gouvernement n'aura pas recours à une politique de restriction monétaire comme celle qui a provoqué le taux de chômage intolérable que nous connaissons maintenant? En outre, comme le gouverneur s'attend à une augmentation des prix, le premier ministre voudrait-il rencontrer les premiers ministres des provinces pour discuter avec eux des moyens à prendre pour freiner la montée des prix?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pour répondre à la première question, je veillerai à faire connaître au gouverneur de la banque les observations du député. Quant à la deuxième question, je réponds que la réunion des premiers ministres fédéraux et provinciaux est en voie de préparation et que les parties en négocient l'ordre du jour.

M. McGrath: Ma question ne s'adressait pas au gouverneur de la Banque du Canada mais au premier ministre. Étant donné surtout l'impossibilité de mettre en œuvre la politique d'expansion régionale du gouvernement dans un climat de restrictions monétaires et à cause de l'importance de cette question, va-t-il assurer à la Chambre et au pays que, peu importe les mises en garde du gouverneur de la Banque du Canada, le gouvernement n'adoptera pas une politique de restrictions monétaires?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député n'est certes pas sans savoir que le gouverneur de la banque est le premier responsable de la politique monétaire...

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Pas vrai, Pierre.

M. Trudeau: ... et que la recommandation du député a été notée.

M. Hees: Le gouverneur est responsable au gouvernement, et vous le savez bien.

* * *

LA CONSOMMATION

LE PRÉSUMÉ REFUS DE MAC'S MILK À SA CLIENTÈLE DU BÉNÉFICIAIRE DES RÉDUCTIONS FISCALES—LE MÉCANISME DE CONTRÔLE

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Son ministère a-t-il enquêté sur le refus présumé de la société Mac's Milk Ltd. de faire profiter sa clientèle des réductions d'impôt? Fera-t-il rapport à la Chambre quant aux conclusions de cette enquête?

Questions orales

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore reçu de mes fonctionnaires un rapport complet sur cette question, mais je note dans un article d'un des quotidiens de Toronto qui ont suscité cette question hier, que selon les dirigeants de la chaîne en cause, la directive aux magasins avait été contremandée. Je vais vérifier si cela est exact. Après tout, il ne faudrait pas nuire au lapin de Pâques dans ses rondes officielles.

• (1420)

M. Grier: Le ministre dirait-il à la Chambre si le bureau ministériel chargé de voir si les réductions de taxe de vente sont de fait répercutées sur les prix à la consommation fonctionnent maintenant, et sinon quand prévoit-on qu'il le fasse?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, j'ai dit à la Chambre hier que nous sommes en train de mettre au point des méthodes de contrôle des effets des réductions de taxe annoncées dans le budget sur le prix des denrées en question. Je ne suis pas encore en mesure de donner d'autres renseignements à la Chambre à ce sujet.

M. Grier: Comme le public est déjà au courant de certains détails concernant ce bureau—un journal de Toronto en parlait hier—le ministre dirait-il à la Chambre quelles mesures ce bureau prendra pour publier les infractions, et quelles mesures administratives ou législatives le ministre lui-même songe prendre pour sévir contre les infractions?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, je dirais tout simplement que l'article en question semble s'inspirer de renseignements que le reporter en question aurait mal compris. A quoi bon alors ajouter davantage en réponse à la question du député.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

DEMANDE DE RECOURS À LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE POUR LE CONTRÔLE DES SALAIRES ET DES PRIX

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question est supplémentaire à celle de mon chef. Je demanderais au ministre de la Justice si on lui a conseillé à lui ou à ses hauts fonctionnaires, de vive voix ou par écrit, de recourir à la loi sur les mesures de guerre pour contrôler les revenus et salaires?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE NOUVEAU-QUÉBEC—LE PRÉSUMÉ EMPISONNEMENT DE CERTAINS INDIENS PAR DU POISSON INTOXIQUÉ DE MERCURE—ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONSULTER LES AUTORITÉS PROVINCIALES

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Peut-il dire s'il est entré en communication avec les autorités du Québec afin de connaître les circonstances